

## **Le revenu universel : « Un risque de basculer vers plus d'individualisme »**

**Jean-Marie Harribey**

*Libération*, 17 août 2015

Propos recueillis par Vittorio de Filippis

### **Pourquoi êtes-vous critique à l'égard de ceux qui défendent l'idée de la création d'un revenu de base appelé encore revenu social garanti pour tous ?**

Nous devons d'abord nous interroger sur la place du travail dans nos sociétés, notamment dans le contexte de crise fondamentale du capitalisme mondial que nous traversons et dans lequel le chômage explose partout ainsi que la précarité et les inégalités. La place du travail sous l'angle philosophique est une vieille question qui divise. Le travail est-il l'essence de l'homme, un facteur d'intégration, de reconnaissance sociale ou bien aliénant ? De nombreux défenseurs du revenu d'existence dénie au travail sa valeur d'intégration dans la société et sont alors séduits par les thèses de la fin du travail et du refus de l'idée d'un retour au plein-emploi. C'est nier le fait que nous devons nous orienter vers une nouvelle organisation des activités de production qui prendra en compte l'écologie et qui sera créatrice d'emplois.

### **Vous dites aussi que certains se nourrissent de l'illusion qu'il existerait une source miraculeuse de richesse qui permettrait de financer ce revenu de base...**

La valeur économique qu'on distribue ne provient que du travail collectif à l'échelle de la société. L'hypothèse d'inconditionnalité pour percevoir un revenu de base suppose qu'un individu pourrait autovalider les activités auxquelles il choisirait de s'adonner. Alexandre le bienheureux peut-il autovalider le fait qu'il reste dans son lit ou qu'il contemple les papillons ? La réponse est non. Ce n'est pas une simple question de morale, elle porte sur ce qui fait une société. Distribuer un revenu c'est distribuer de la monnaie et cela exige une validation collective, que ce soit par le marché ou par la collectivité à travers une décision politique pour financer, par exemple, une éducation publique par l'impôt, ou par le biais associatif. Il n'y a pas d'autre façon de valider le versement d'un revenu monétaire. En outre, certains ont avancé l'idée que le revenu d'existence pourrait être une rente prélevée sur la masse de la richesse accumulée par l'humanité. Mais on ne verse pas un revenu en puisant sur un stock. Un revenu provient toujours d'un flux d'activité. Il y a là une méconnaissance du b.a.-ba des principes de l'économie politique, à savoir que seul le travail crée de la valeur économique qui peut ensuite être distribuée. Tous les revenus proviennent du travail humain collectif.

### **Vous contestez aussi l'idée selon laquelle nous pourrions percevoir un revenu d'existence et ce sans la moindre contrepartie ?**

Nous ne sommes pas dans une société où les individus sont isolés les uns des autres. La revendication d'un revenu inconditionnel est porteuse d'une dynamique dans laquelle il n'y aurait plus que des arbitrages privés, il n'y aurait plus de société. Faut-il rappeler que c'est Margaret Thatcher qui disait que la société n'existait pas, qu'il n'y avait que des individus. Je crains que la proposition d'un revenu de base garanti nous fasse basculer vers plus d'individualisme. Nous vivons en société et c'est pour cette raison qu'il y a toujours une validation collective dès lors qu'il existe des transferts monétaires d'une partie de la population au bénéfice de l'autre.

### **Un revenu de base effacerait le regard des autres sur soi-même ?**

Oui, et c'est un risque qui est en fait un problème éthique. Nous avons besoin du regard des autres, de la reconnaissance des autres pour valider nos activités. Pour qu'existent des rapports sociaux il faut un aller-retour.

### **Mais s'adonner à un travail, n'est-ce pas se plier à des exigences qui ne dépendent nullement de notre libre arbitre et qui semblent même le brider ?**

On revient à juste titre sur la nature du travail. Sans doute faut-il assumer le fait que le travail présente ce caractère d'ambivalence, voire de contradiction. Le travail, majoritairement aujourd'hui sous forme salariée, est subordonné et donc aliéné. Mais, toutes les enquêtes le montrent, il est fondamentalement désiré à plusieurs points de vue : il est rémunérateur et facteur d'intégration sociale. L'aspiration des femmes en apporte un témoignage éclairant. D'où la proposition alternative au revenu d'existence d'étendre la réduction du temps de travail pour éradiquer le chômage et de telle sorte que tous les individus puissent s'insérer dans toutes les sphères sociales, dont celle du travail.

Le revenu de base qui prétend dépasser le salariat risque en fait de l'affaiblir. C'est le salariat qui a permis l'ensemble des protections sociales qui tendent à devenir universelles. C'est donc vers l'universalisation de la condition salariale et de ses protections qu'il faut tendre, plutôt que vers l'élagage du salariat.

N.B. La « Une » de *Libération* du 17 août 2015 est éloquente : « Travailler un peu, beaucoup... pas du tout ? ». La présentation du dossier est sous le titre : « Tout non-travail mérite salaire ». Hélas, mes critiques tapent en plein dans le mille...